

Mardi 16 juin : Nous les avons applaudis à nos balcons, maintenant il nous faut les soutenir dans la rue!

Plusieurs syndicats (CGT, FO, SUD, FSU, Unsa...) et collectifs hospitaliers (Inter-Urgences, Inter-Hôpitaux...), appellent les personnels et les usagers à se mobiliser le 16 juin pour une journée d'action nationale d'initiatives et de grève. Une manifestation aura lieu à Marseille, Porte d'Aix à 11 heures.

Mais, cette mobilisation n'est pas seulement celle des personnels des hôpitaux. Elle nous concerne tous, partout dans toutes nos villes et villages.

C'est pour cela que, nous, associations citoyennes – Alternatiba, Amis de la Terre, ANV Cop 21, Attac Pays d'Aix et Attac Gardanne, Collectif climat, Collectif d'Echanges Citoyens du Pays d'Aix, les Gilets Jaunes du pays d'Aix, LDH Aix, Résister Aujourd'hui, XR Aix, ... nous lançons un appel à manifester notre soutien à l'hôpital public d'Aix-en-Provence et à tous les personnels du secteur de la santé dans le cadre de l'appel national « *Plus jamais ça ! 34 mesures pour un plan de sortie de crise* »

Nous convions tous les citoyens à se rassembler mardi 16 juin à 9h30 place de la Rotonde à Aix-en-Provence à l'appel de la CGT. Nous déambulerons ensuite, dans le respect des gestes protecteurs (masques et distanciation physique) jusqu'à l'hôpital public (Avenue Henri Pontier) où se tiendra un rassemblement citoyen de soutien, à partir de 10h30. Merci d'apporter panneaux et pancartes.

Avec l'ensemble des personnels, leurs organisations syndicales et les collectifs, les associations citoyennes appelant à cette manifestation exigent un plan d'urgence pour l'hôpital public. Pour garantir l'accès gratuit aux soins de qualité sur l'ensemble du territoire, il est nécessaire dès à présent d'embaucher du personnel avec un premier plan de 100.000 recrutements,

- **augmenter les salaires** en assurant l'égalité avec les personnels étrangers,
- **revaloriser les postes d'infirmières et d'aides-soignantes**,
- supprimer la sélection et **créer des places dans les formations de santé**,
- **annuler la dette des hôpitaux et augmenter leurs budgets** d'au moins 5 %.

Ces premières mesures doivent permettre d'améliorer le fonctionnement de l'ensemble des services et **d'ouvrir des lits** en nombre suffisant au quotidien comme en période de crise sanitaire.

Tous les **plans de restructuration et de fermetures** de sites ou de services doivent être **annulés** et une logique de coopération doit être mise en place.

Pour assurer un accès aux soins efficient et équitable pour l'ensemble des personnes résidant sur le territoire français, une **revalorisation des dispositifs spécifiques** comme l'**Aide Médicale d'État** ou la **Protection Universelle Maladie** qui ont été sévèrement revus à la baisse l'année dernière, est plus que jamais essentielle.

La France doit également concrétiser son engagement de faire du futur traitement contre le Covid-19 et du futur vaccin un bien public mondial en **conditionnant ses financements à la recherche à la mise en commun des futurs brevets développés**. La pandémie du coronavirus ne doit pas servir à enrichir les grands groupes pharmaceutiques.

Ce sont aussi les **personnels des EHPAD et de l'aide à domicile - des femmes à plus de 95%** - qui doivent être reconnus, **revalorisés, mieux formés et recrutés en nombre** suffisant. Un grand service public de la perte d'autonomie pour sortir ce secteur de la loi du marché est nécessaire.

Ce ne sont pas des médailles que les personnels réclament mais des actes.

Si l'hôpital a tenu, malgré les plans d'austérité imposés depuis de nombreuses années, c'est bien du fait de la mobilisation des personnels. **Ce ne sont pas les premiers de cordée, bénéficiaires des politiques néolibérales, qui ont permis à notre société de tenir, mais bien le travail des premiers de corvée, salarié·es et fonctionnaires, d'ordinaire peu considérés, peu valorisés, au statut parfois précaire.**

L'utilité sociale des activités nécessaires au bon fonctionnement de la société doit être reconnue. La crise doit conduire l'État, les branches professionnelles et les entreprises, à prendre de nouveaux engagements pour revaloriser tous ces emplois à prédominance féminine.

Reconstruisons un système de santé et de protection sociale de haute qualité, universel, socialisé, dont les seuls profits seront le bien-être collectif !